



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 2898

Texte de la question

AREVA

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Julien Aubert. Monsieur le Premier ministre, le 7 mai dernier, suscitant l'inquiétude de ses employés, AREVA annonçait la suppression de 5 000 à 6 000 postes dans le monde, dont – contrairement à ce que vous avez dit – 3 000 à 4 000 en France.

La centrale du Tricastin, qui se trouve en lisière du département du Vaucluse, est notamment concernée.

Je viens d'entendre votre intervention concernant les moyens pour sauver AREVA, mais je voudrais que vous ouvriez les yeux sur vos responsabilités idéologiques en la matière ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Premièrement, AREVA paie les erreurs stratégiques d'Anne Lauvergeon, inspiratrice de François Hollande pendant sa campagne sur les sujets énergétiques, au point d'avoir été approchée en avril 2014 pour rentrer dans votre gouvernement à la place occupée actuellement par Emmanuel Macron.

Or, elle fait aujourd'hui l'objet de deux enquêtes, dont une de la Cour des comptes, sur les conditions d'achat d'UraMin.

Quelles leçons politiques tirez-vous de cette gestion catastrophique ?

Deuxièmement, AREVA souffre de l'explosion du coût de l'EPR de Flamanville, ce dont vos amis écologistes aiment faire état pour justifier la sortie du nucléaire.

Mais comment ne pas reconnaître que ce dérapage financier résulte de dix ans de surenchère sécuritaire sur le nucléaire de la part de ces mêmes écologistes – le fameux Minitel vert ?

Troisièmement, AREVA est la vitrine d'une technologie que le projet de loi sur la transition énergétique discrédite aux yeux du monde en programmant, sous dix ans, la fermeture des vingt-deux réacteurs les plus anciens, c'est-à-dire ceux qui constituent la filière MOX.

À partir d'aujourd'hui, nous examinons en nouvelle lecture ce projet de loi qui veut nous imposer des objectifs intenables.

Ouvrez les yeux ! Monsieur le Premier ministre, vous allez acter l'arrêt de 80 % des réacteurs fonctionnant au

MOX, ce qui équivaut à tirer un trait sur 10 % du chiffre d'affaires d'AREVA.

Vous voulez rendre un service aux milliers d'employés d'AREVA ? Envoyez un signal positif au monde sur la filière nucléaire ! Cessez de jouer au pompier pyromane ou, devrais-je dire, au pompier mythomane !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. François Loncle. Niveau zéro !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

Mme Claude Greff. Plus aucun ministre ne répond !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, il est des sujets, notamment celui de notre filière nucléaire et de cette grande entreprise qu'est AREVA – elle l'est en particulier grâce à ses salariés – qui font l'admiration du monde entier. Pour ceux qui, comme vous, connaissent ses sites, c'est une réalité.

De tels sujets, monsieur le député, méritent mieux que ce type de questionnement...

M. Henri Emmanuelli. Oui ! Absolument ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et ces allusions politiques.

Au lieu de faire diversion en évoquant je ne sais quel débat idéologique, vous auriez dû vous concentrer sur la question industrielle.

Mme Claude Greff. Le Premier ministre est embêté !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est en effet elle qui, d'abord, intéresse les salariés, notre économie et notre pays.

M. Pascal Terrasse. Absolument !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Face à cette situation, notamment à celle que connaissent les salariés...
(*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Je vous prie d'écouter la réponse qui vous est faite, monsieur Aubert !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...qui relève non seulement de constats objectifs – je les ai rappelés – mais aussi d'incontestables problèmes de *management* particulièrement graves, la responsabilité du Gouvernement est de trouver les bonnes solutions avec les directions d'AREVA et d'EDF et dans un dialogue avec d'autres entreprises – je pense à celle qui, désormais, s'appelle Engie.

C'est ce que nous sommes en train de faire, sur la base de propositions qui seront faites par les responsables d'EDF et d'AREVA afin de trouver la solution la meilleure pour la filière nucléaire française. C'est cela seul qui doit nous guider, vous et nous, et non je ne sais quelle polémique.

Par ailleurs, je l'ai rappelé tout à l'heure, le Parlement a déjà voté en première lecture la loi relative à la transition énergétique – vous pouvez être en désaccord, vous vous y êtes d'ailleurs opposés dans cet hémicycle, et c'est tout à fait votre droit – et c'est ce mix énergétique, cette place que nous accordons à la fois aux énergies renouvelables et à l'énergie nucléaire qui fait la force de la France.

M. Dominique Dord. Des mots !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Je continuerai à le dire ici : je suis convaincu que la filière nucléaire a un avenir (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC*), que c'est une force pour notre pays et que, plutôt que de polémiquer et de chercher je ne sais quelle querelle, nous devons bâtir ensemble une filière qui doit épouser les évolutions du monde, les nouveaux marchés, et qui doit surtout répondre à l'attente des salariés. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Julien Aubert](#)

Circonscription : Vaucluse (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2898

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mai 2015](#)